

SCHMID :

sur du bricolage diplomatique»

dans des projets de coopération économique. En fait, une vision à la Jean Monnet (père fondateur de la Communauté économique européenne) pour l'UPM. Sauf que l'on n'a pas évalué que Jean Monnet a «inventé» l'Europe communautaire après la Seconde Guerre mondiale à partir de la coopération franco-allemande, et que Adenauer et le général de Gaulle avaient la volonté de travailler ensemble. Or, là, on est dans une période où les conflits sont, soit en voie d'aggravation, soit dans le meilleur des cas, gelés : Chypre, Sahara occidental, conflit israélo-palestinien... Il était donc évident que les conditions politiques allaient rattraper le projet. Tout ceci montre qu'il y a eu, au moins, une forte méconnaissance du terrain. Pourtant, tous ceux qui ont pris part aux montages, du partenariat, comme du projet UPM, savaient dès le départ que le conflit israélo-palestinien a entravé la coopération sur beaucoup de sujets ; que si l'on voulait travailler sur la relation algéro-marocaine le problème du Sahara occidental est un obstacle ; on sait aussi, aujourd'hui, que pour faire travailler la Turquie dans le partenariat européen, c'est très difficile à cause de ce contentieux sur Chypre, dont le règlement concerne aussi indirectement la Grèce. Tout cela, tout le monde le sait surtout si l'on a un tout petit peu de pratique des institutions multilatérales en Méditerranée. Or, là il y a eu une négation totale de l'existant et de la situation politique sur le terrain et, en même temps, il y a eu une volonté idéologique très forte de porter ce projet de Sarkozy qui est un président qui a finalement une culture générale plutôt faible sur les affaires internationales. Il n'a pu prévoir que l'opération israélienne sur Ghaza, en décembre 2008, allait mettre cette région à feu et à sang et que les Israéliens, dirigés par un gouvernement très à droite, très nationaliste et très expansionniste allaient finalement empêcher le fonctionnement de l'UPM. De plus, comme on a pris, pour l'UPM, le chemin de l'institutionnalisation, on n'a pas intérêt à faire des affichages politiques : toutes les prises de position politiques publiques bloquent, ensuite, presque automatiquement le fonctionnement des institutions, car les gouvernements ne peuvent pas se permettre de payer le prix des compromis aux yeux de leur opinion publique.

Pour revenir à la démission du secrétaire général, comment l'interprétez-vous et pourquoi précisez-vous maintenant ?

D'abord le secrétariat général a été mis en place très tard. Il a commencé à fonctionner à la fin de l'année dernière. Il n'avait pas de moyens et la commission ne voulait pas débloquer de budget. Tous les Etats participants ont dû détacher des fonctionnaires et le secrétariat a fonctionné avec des bouts de ficelle...

Pensez-vous que seule l'absence de budget et de moyens a conduit le secrétaire général à jeter l'éponge ?

Ce n'est naturellement pas le pro-



Nicolas Sarkozy.

blème central mais, dès que le secrétaire général est entré en fonction, il a rencontré des difficultés de fonctionnement d'ordre matériel qui sont venues se greffer aux problèmes politiques.

La liste des secrétaires généraux adjoints, qui reflète des équilibres politiques et régionaux subtils, a été finalisée avec beaucoup de difficultés. Aujourd'hui, il est clair qu'avec ce qui se passe en Méditerranée et la situation prérévolutionnaire que connaissent certains pays de la région, l'UPM ne peut plus être à l'ordre du jour. C'est une union qui ne fonctionnait presque pas depuis sa naissance et ce n'est certainement pas aujourd'hui qu'elle va le faire.

Aujourd'hui, les régimes arabes sont tous obsédés par la défense de leur propre sécurité. C'est la priorité numéro 1 et la seconde est d'afficher son hostilité face à la position «dure» du gouvernement israélien.

Les textes de l'UPM s'étaient beaucoup sur la circulation des biens et services mais ne font presque pas mention de la libre circulation des hommes. Il y a même, et cela s'est vu tout récemment, des murs ou projets de murs qui s'érigent à l'intérieur de cet espace : l'un en novembre 2010 par Israël à sa frontière avec l'Égypte et le second, plus récemment (janvier 2011), décidé par la Grèce à sa frontière avec la Turquie.

C'est bien sûr une question de fond essentielle, sur laquelle les gouvernements ont beaucoup de mal à se mettre d'accord. Ainsi, à l'intérieur de l'Europe, les accords Schengen ne s'appliquent pas tout à fait aux frontières actuelles européennes.

L'émigration est clairement un sujet qui reste du domaine du souverain. La contradiction entre la libre circulation des biens, théoriquement des idées et l'absence de celle des personnes est présente depuis le partenariat euro-méditerranéen.

Au départ, l'idéal était d'arriver à une libre circulation absolue, y compris celle des hommes. Très rapidement, cependant, des blocages se sont fait jour au Nord et sont apparus avec le

discours anti-émigrés qui s'est solidifié dans le paysage politique des Etats membres.

En France, par exemple, le lancement du Processus de Barcelone, dans les années 1990, correspond au moment où l'extrême droite montait en puissance et à un moment aussi qui correspond à la dégradation de la situation en Algérie et à la crainte d'avoir des réfugiés politiques en masse. L'on a donc eu tout de suite un blocage sur cette idée de libre circulation des personnes.

Ce blocage a toujours été une des difficultés majeures pour faire fonctionner les projets de sociétés civiles dans le cadre Euromed. On peut faire avancer des normes, par exemple, sans faire se rencontrer des gens, mais si on veut réellement avoir des coopérations humaines, travailler avec la jeunesse, avec les médias, faire du culturel, de la coopération décentralisée, c'est vraiment difficile sans la libre circulation. La rigidité de la politique migratoire est absolument figée et n'est même plus en discussion. J'ai assisté à des travaux préparatoires au sommet de 2008 et l'administration française donnait pour instructions de travailler en réseau par internet ou de tenir des réunions au sud de la Méditerranée. Le mot d'ordre était de ne pas faire venir les vis-à-vis du Sud, «on ne donnera pas plus de visas». C'est évidemment tout à fait illusoire de parler «d'appropriation» de l'UPM et de donner aux partenaires le sentiment qu'ils sont tenus à l'écart et je dirais même tenus en respect. Finalement, le projet était mal parti politiquement, aujourd'hui le gouvernement français s'enferme et génère sa propre perte.

Comment expliquez-vous alors cette dernière déclaration (27 janvier) du porte-parole du Quai d'Orsay à propos de l'UPM et de son devenir après la démission de son secrétaire général : «C'est une entreprise difficile, mais plus que jamais d'actualité»

En fait, la France a beaucoup de mal à se débarrasser de l'UPM. «On

ne peut pas la tuer», comme me disait en off un diplomate en poste à Bruxelles.

Le problème est qu'on ne peut pas arrêter, on est devant le fait accompli. Jusqu'à présent, Sarkozy a réussi à faire un usage instrumental de l'UPM sur certains dossiers. Il l'a fait lors de la crise de Ghaza en se prévalant de sa co-présidence de l'UPM pour annoncer à la réunion de Marseille qu'il allait en Israël «voir ce qui se passe», et cette position est renouvelée dès qu'une crise apparaît en Méditerranée : il s'auto-octroie des droits de s'exprimer ou d'intervenir sur les sujets et ça se résume à ça ; ce qui n'est pas négligeable pour lui du point de vue tactique. Ceci dit, c'est une sorte d'habillage institutionnel pour les Français qui leur permet finalement de faire passer des positions qui sont plutôt de l'ordre de la politique nationale et de la politique arabe de la France.

Mais comment se fait-il, alors, que le président Sarkozy, qui se prévaut comme vous le dites de sa coprésidence de l'UPM pour s'exprimer sur les crises méditerranéennes, on ne l'ait pas du tout entendu à ce titre, à propos des révolutions des peuples tunisien et égyptien ?

Justement, Sarkozy pouvait dire à propos de l'Égypte, en tant que coprésident de l'UPM avec Moubarak, je vais appeler ce dernier et discuter avec lui. Or, sur ce dossier, il est allé former une tripartite avec les Allemands et les Anglais. Là, la France est typiquement en situation d'embaras, parce qu'elle avait misé sur le mauvais cheval.

Sur la Tunisie, la France ne savait pas quoi dire. Elle a proposé ses services policiers parce qu'elle a beaucoup cultivé la proximité avec le régime de Ben Ali et qu'elle ne pouvait pas en dire du mal du jour au lendemain. François Fillon a proposé aux Tunisiens, en cette période de transition, de reprendre la négociation sur un «statut avancé», pour mettre la coopération euro-tunisienne au niveau de la coopération euro-marocaine. Mais sur les dossiers politiques, on ne peut plus se prévaloir de l'UPM.

Mais la France continue, très officiellement, à parler «d'avancées significatives» de nombreux projets de l'UPM : environnement, autoroutes, dépollution de la Méditerranée...

Tant qu'on explique que l'on a des projets en commun qui fonctionnent sans que personne ne sache exactement de quoi il s'agit, ce n'est pas très grave, personne ne va vérifier.

Personne ne s'y intéresse. A la limite, c'est du business, c'est du privé, ça regarde les chefs d'entreprise, c'est du domaine de l'affichage, ça ne mange pas de pain. Tout cela permet ce continuer l'affichage, de montrer qu'on est encore présent, de sauver l'image d'une France qui décide.

K. B.-A.